

# le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE n° 27  
octobre 1983 2 FS

## ELECTIONS D'OCTOBRE

### à quelle sauce la classe ouvrière sera-t-elle mangée ?

Le 23 octobre, les prolétaires suisses sont appelés à l'occasion des élections au Conseil National et au Conseil des Etats, à désigner qui d'entre tous les charlatans qui briguent les sièges, sera leur futur maître, leur futur censeur. Sans atteindre l'ampleur publicitaire et tapageuse d'autres nations, à vieille tradition démocratique, ( France, USA, etc. ), la campagne électorale a engendré une débauche de promesses et de programme tous plus étranges les uns que les autres à la lutte que doit mener la classe ouvrière contre l'ordre infâme du capitalisme.

Le parlementarisme est la forme de domination de la bourgeoisie la plus achevée et ne peut être le moyen d'émancipation de la classe ouvrière, en dépit de toutes les falsifications des partis issus de la branche historique du socialisme mais qui en ont renié tous, et absolument tous, les principes fondamentaux.

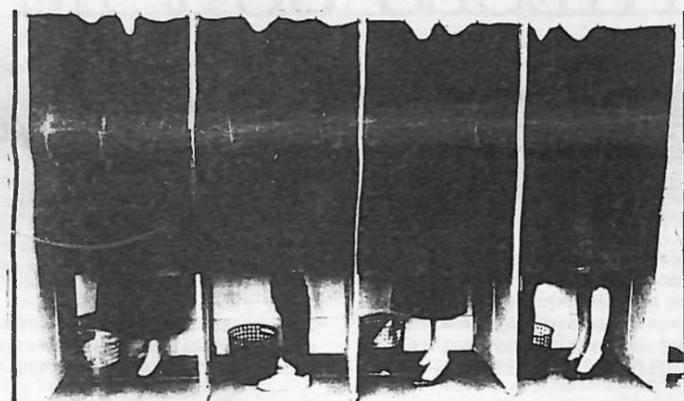
Nous serons donc encore une fois de plus les seuls à appeler les prolétaires à s'abstenir de participer à cette vaste foire électorale et nous combattons politiquement ceux qui - du PS au PSD - y voient un moyen de mobiliser les ouvriers autour de leurs objectifs et défendre leurs revendications. La classe ouvrière subit la formidable pression idéologique de la démocratie, pression que l'on ne peut combattre qu'en montrant de manière claire, simple et non-ambigüe qu'elle n'a aucun espoir, aucune attente à avoir dans le parlementarisme. La société bourgeoise est une société de classes antagoniques qui ne peut être détruite que par l'écrasement de la classe dominante, la bourgeoisie, par ceux qu'elle exploite et oppresse, les prolétaires. Cet écrasement c'est celui de la révolution prolétarienne et de la dictature de classe, comme étape nécessaire pour l'instauration finale d'une société sans classe et sans salariat: le communisme.

Jamais les révolutionnaires ne pourront mieux combattre les illusions démocratique que par une tactique directe d'abstentionnisme. La seule utilisation correcte faite du parlementarisme révolutionnaire, sous l'influence de Lénine dans la III<sup>ème</sup> Internationale, en 1919, ne consistait pas à agiter des programmes de réformes pour convaincre les ouvriers de leur meilleure efficacité à gérer l'Etat, mais à lancer des appels à la lutte aux ouvriers depuis la tribune du Parlement, et contre cette même institution. Si nous avons critiqué à cette époque ( alors que notre courant était à la tête du PC d'Italie ) cette tactique, c'est que nous estimions que le Parlement ne représentait plus cette tribune d'agitation qu'il avait cinquante ans auparavant, lorsque les joutes oratoires avaient pour toile de fond un mouvement ouvrier puissant et peu respectueux des institutions démocratiques de l'Etat. Aujourd'hui le Parlement ne re-

( suite en page 2 )



La force et l'unité de la classe ouvrière résident dans sa lutte collective, comme à Matisa ci-dessus, et non au fond d'un isolement.



## LA BOURGEOISIE NE PEUT CACHER LES LEZARDES DE L'EDIFICE CAPITALISTE

La bourgeoisie helvétique exulte à l'annonce d'un renchérissement de 1,4 % en une année, d'octobre 82 à octobre 83, et en profite pour revendre les valeurs qu'elle pense être à l'origine d'un tel succès, telles que " Notre richesse, c'est notre travail ". Mais que les ouvriers ne se laissent pas d'un tel " succès ", car ce que les représentants du capital ne disent pas, c'est que les brutales variations de l'indice des prix à la consommation reflètent l'anarchie toujours plus grande de la production capitaliste. Ces fluctuations sont la preuve même que l'édifice capitaliste est complètement lézardé, que la concurrence que se livrent les capitalistes sur les marchés est toujours plus virulente et que par conséquent la sauvegarde des marchés prend un caractère toujours plus guerrier.

Le facteur décisif pour le capital helvétique, comme pour tous les capitaux, n'est pas le marché intérieur mais le marché international. La Suisse, pas plus qu'une autre nation industrielle, ne peut échapper à la tourmente mondiale.

Le monde capitaliste est en pleine crise, et le meilleur reflet de cette crise reste l'endettement croissant des Etats aux grandes banques mondiales. Pour pouvoir écouler leurs marchandises, le capital a dû simultanément prêter de l'argent aux acheteurs, et plus il écoulait, plus il prêtait, et plus les débiteurs devenaient insolvable.

Le FMI, principal prêteur de l'impérialisme avec la Banque Mondiale, s'érige en gouvernement suprême de l'impérialisme en exigeant de ses victimes des mesures d'assainissement drastiques, dont l'objectif est de faire payer la dette à la classe ouvrière et aux masses laborieuses. Le prix du pain est ainsi imposé par le FMI.

Le Brésil, dernière victime, est redevable de 90 milliards de dollars au FMI et se trouve aujourd'hui au bord de la faillite. L'impérialisme, au travers du FMI, lui dicta un plan de redressement si sévère que le directeur de la banque centrale démissionna, le jugeant complètement irréalisable, ou plutôt ré-

( suite en page 2 )

## La bourgeoisie se prépare à la guerre préparons la guerre de classe

La Suisse après s'être équipée d'avions Tiger et d'engins guidés de défense contre avion Rapier, s'appête à moderniser son arsenal par l'achat de 420 chars blindés Leopard et par le remplacement de l'actuel fusil d'assaut par un nouveau plus performant et plus léger. Les chars Léopard coûteront au contribuable 4,5 milliards de francs et seront livrés à partir de 1987. Le fusil d'assaut SIG remplacera l'ancien modèle dans les écoles de recrues à partir de 1989.

Parallèlement à ces nouveautés, des essais d'armement anti-char sont en cours, notamment des missiles ADATS, développés par la firme Bührle-Oerlikon, capables d'atteindre en 4 secondes une cible placée à 4km, ainsi que des véhicules blindés à roues Pirahna, fabriqués par la maison Mowag, porteurs d'engins filoguidés (sorte de missile) TOW 2.

Cette course frénétique à l'armement a un objectif: être prêt pour les années quatre-vingts-dix. La bourgeoisie suisse se prépare à travers la modernisation

de son équipement militaire au futur conflit mondial. Bien qu'il soit difficile d'avancer une date de la prochaine conflagration, l'échéance que se sont fixées les nations occidentales pour renouveler et augmenter leur matériel de guerre, les années 90, doit nous faire réfléchir.

( suite en page 5 )

### Dans ce numéro

- Initiative 40 h. : autour d'une juste revendication, l'USS tend son piège.
- FTMH : une C.C. sur le dos des ouvriers.
- Contre Pinochet, le communisme!
- Face à la division, la condition de l'unité c'est la lutte.
- Textiles Berger SA : un bilan nécessaire.

## ELECTIONS D'OCTOBRE

## à quelle sauce la classe ouvrière sera-t-elle mangée ?

( suite de la page 1 )

présente plus que la chambre d'enregistrement des exigences du capital, et ne fonctionne que comme soupape de sécurité pour enrayer les explosions sociales.

En refusant toute participation aux élections, nous nous mettons dans les meilleures conditions pour démontrer :

- que la voie du parlementarisme est celle de la CONSERVATION SOCIALE
- que les programmes électoraux ne servent que les intérêts du développement capitaliste, car leur réalisation est strictement soumise à ses lois.
- qu'il n'y a aucun substitut à la lutte de classe.

Le Parlement donne l'illusion de décider du sort de la société, du développement économique et des rapports sociaux. En réalité il ne sert que de chambre d'enregistrement des orientations et des décisions prises en dehors de lui, sous la pression des déterminations matérielles du capitalisme. Les organisations politiques traditionnelles de la bourgeoisie : les libéraux, les radicaux, et les démocrates-chrétiens, ne laissent pas planer un seul doute sur leurs objectifs politiques. Elles demandent à la classe ouvrière : effort, rigueur, travail et sacrifices ; elles s'attaquent avec systématique à tous les acquis sociaux, économisant sur le dos de l'ouvrier pour alimenter un budget de crise.

Dans le même paquet que les Fürgler et les Chevallaz, il faut aussi mettre les représentants " socialistes " de nom, bourgeois en réalité, du PS. Que ce soit

Aubert, qui couvre l'impérialisme suisse par sa défense sans condition de la "neutralité" helvétique ou Ritschard qui gère sans sourciller les caisses de l'Etat, tous deux sont la représentation de ce qu'est le PS : un parti bourgeois se conformant aux intérêts du capital. Point n'est donc besoin de chercher en France, en Espagne, en Grèce ou au Portugal pour démontrer dans les faits la nature réelle de la sociale-démocratie.

A gauche du PS se situe toute la frange des réformistes, des reliquats du stalinisme aux trotskystes dégénérés, pour qui le parlementarisme représente le nec plus ultra de la lutte politique. " Donnez nous le 51 % et nous construirons une autre société " : voilà le leitmotiv de leur stratégie politique ! Mais une autre société ne se construira que sur les ruines de l'ancienne, c'est à dire que lorsque les anciennes classes dominantes seront sous la dictature des exploités. Cela suppose une destruction des institutions bourgeoises, comme le Parlement et une prise du pouvoir par les organisations de la classe ouvrière, les Soviets, qui ne sera pas le résultat d'une empoignade électorale, mais celui d'une insurrection armée.

Bien sûr le PSO, qui ose encore se revendiquer des enseignements de Lénine et de Trotsky, nous rétorquera qu'il est encore partisan d'une transformation radicale de la société. Pourtant, tout le programme de cette organisation, et plus généralement de la IV<sup>ème</sup> Internationale, montre que cette " transforma-

tion radicale " n'est conçue que comme le résultat d'une union grandissante entre les courants et partis " de gauche " jusqu'au PS ( et surtout avec lui ! ) qui tous sabotent les mouvements de la classe ouvrière en les subordonnant à leur politique de collaboration de classe. Le PSO lui-même n'a d'ailleurs pas d'autre vision de transformation de la société que gradualiste, c'est à dire nécessitant une étape légale et parlementariste.

Entre la " gauche " et la " droite " nous n'appelons pas les prolétaires à faire de différence, l'une ne vaut pas mieux que l'autre. Leur rôle dans les rapports entre classes est par contre différent puisque la première joue les courroies de transmission de la seconde. Par exemple, que venait faire Cruchaud (1) au piquet de grève de Matisa, un soir, sinon donner au PS ce vernis "social " qui cache sa politique de maintien de l'ordre bourgeois !

L'abstentionisme que nous défendons est une tactique active. Il consiste à opposer au parlementarisme une ligne politique de défense réelle des intérêts de la classe ouvrière.

● Le réformisme et sa queue d'ex-gauchistes, propose mille recettes illusoire pour sauver les places de travail. Nous défendons la lutte de classe, la grève sans préavis ni limitation de durée pour se battre contre les licenciements, comme à Matisa.

● Le réformisme préconise des économies dans le budget militaire et une réforme de l'armée. Nous défendons l'antimilitarisme de classe, de la défense immédiate des conditions de vie des soldats jusqu'à la destruction de l'armée bourgeoise et de la construction de l'armée rouge des prolétaires.

● Face au danger de guerre impérialiste mondiale, le réformisme agite le mot d'ordre de " paix " et de " désarmement ". Les communistes opposent à ce pacifisme lénifiant la perspective de l'armement du prolétariat et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe.

● Le réformisme défend la neutralité suisse. Nous combattons l'impérialisme helvétique qui se cache derrière cette chimère, et nous revendiquons l'internationalisme prolétarien.

● Le réformisme s'insurge contre les xénophobes mais participe lui-même au contrôle de la main d'oeuvre immigrée, aux expulsions et à l'inégalité des droits. Nous appelons les prolétaires à s'opposer à tout contrôle de l'immigration et à se battre pour l'égalité totale des droits.

● Le réformisme parle d'égalité des sexes, mais paralyse par sa politique de paix du travail toute possibilité de lutte ouvrière pour des salaires, des conditions de travail et des droits identiques au prolétariat masculin. Pour nous ce n'est que par la lutte en union avec tous les prolétaires que les ouvrières conquerront des conditions et des droits égaux.

Le réformisme promet beaucoup sans lutte.

Les communistes ne promettent rien sans la lutte directe de la classe ouvrière contre tous ses ennemis !

- NON A LA DIVERSION ELECTORALE !

- POUR L'ABSTENTIONISME DE CLASSE !

- VIVE LA LUTTE DE CLASSE ! ●

(1) Député socialiste et patrons des flics de Lausanne.

## THESES SUR LE PARLEMENTARISME

Les thèses que nous reproduisons ici ont été présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien en 1920 au II<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. C'est la fraction abstentionniste qui devait donner ensuite naissance au PC d'Italie, section de l'IC.

La crainte de la fraction vis-à-vis de la tactique du parlementarisme révolutionnaire, adoptée par l'IC, était qu'elle ne serve de paravent verbeux à toutes les sections nationales dont le communisme n'avait que la consistance

d'une simple admiration pour la révolution russe, pour camoufler leur pratiques politiques purement électoralistes et parlementaires.

Ces craintes justifiaient la tactique abstentionniste, et ont malheureusement trouvé confirmation dans la monstrueuse dégénérescence de l'Internationale Communiste sous l'égide de Staline.

Ces thèses conçoivent aujourd'hui et plus que jamais leur valeur, car l'histoire en a démontré la justesse.

## [extraits]

1. Le parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'en organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2. Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'oeuvre de construction économique communiste, impli-

que la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien : les Conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus : la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative.

3. Ceci vaut également pour les institutions municipales et communales de la bourgeoisie qu'il est faux au point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les Soviets locaux de députés ouvriers.

4. Alors que l'appareil exécutif militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par le processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

10. La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources (hommes, presse, moyens économiques) concourt d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

## LA BOURGEOISIE NE PEUT CACHER LES LEZARDES DE L'EDIFICE CAPITALISTE

( suite de la page 1 )

alisable qu'au prix d'un affrontement social général que l'Etat ne pouvait s'offrir. Pourtant la bourgeoisie brésilienne s'est mise à genoux devant son bailleur: elle s'engage à ramener l'inflation de 160 à 50-60 % en une année, à réduire à 0 % le déficit public en 1984, et enfin à obtenir un excédent commercial de 9 milliards de dollars en 1984. Cela signifie diminution des salaires, augmentation de la productivité du travail, renforcement de la répression, etc. L'ouvrier brésilien, comme l'ouvrier polonais est ainsi soumis au même diktat de l'impérialisme.

Le FMI devient d'autant plus brutal que ses caisses sont vides et qu'il faut les renflouer en faisant appel à de l'argent neuf. La Suisse, qui finance déjà le FMI, y participera pour 2,3 milliards de dollars, soit 10% du budget national.

Mais parallèlement à la crise économique et financière, dont le Brésil n'est qu'un des multiples épisodes, se renforce la pression militaire des gendarmes de l'Ouest et de l'Est. Au déploiement

de tout l'arsenal financier de l'impérialisme pour reculer la date fatidique de l'écroulement économique correspond le déploiement de son arsenal militaire aux quatre coins du monde, partout où des intérêts économiques et stratégiques sont en jeu, partout où le mouvement social remet en cause l'équilibre du partage du monde entre les blocs impérialistes antagoniques de l'Est et de l'Ouest.

Non seulement l'impérialisme renforce sa force de frappe nucléaire en Europe et dans les mers grâce aux sous-marins, mais encore il renforce son potentiel militaire classique pour intervenir rapidement partout où les révoltes sociales font trembler son ordre infâme. Les russes interviennent en Afghanistan et exercent une pression toujours plus grande sur leurs alliés forcés. Les Etats-Unis se réservent le sous-continent américain, frappent au Liban et renforcent leur présence sur les mers, en Méditerranée comme dans le Pacifique. Le Japon opère son redressement militaire. La France renforce sa présence en Afrique et au Liban. Le décadent lion britannique pousse quel-

ques rugissements aux Malouines. Quant aux autres - comme la Suisse - qui n'ont ni la force militaire de ses aînés impérialistes, ni la tradition coloniale, ils se contentent de vendre des armes ou d'intervenir par alliance locale avec les couches les plus réactionnaires pour mettre de l'ordre là où les prolétaires et les masses laborieuses représentent, par leur mouvement social, un danger pour leurs intérêts et le statu-quo mondial.

Mais dans cette montée des antagonismes impérialistes apparaît toujours plus clairement le danger que représente la classe ouvrière pour le capital. Les banquiers du FMI osent bien parler d'un " regain de confiance " qui préparerait " la voie à une reprise de la production et du commerce dans le monde " mais ils ne peuvent cacher ni les 30 millions de chômeurs prévus pour l'année prochaine, ni une inflation moyenne de 12,8 % dans les nations industrielles, ni les conséquences catastrophiques de la politique monétaire américaine, ni la montée des conflits sociaux à la périphérie des centres de l'impérialisme.

L'optimisme affiché par la bourgeoisie en Suisse n'est donc pas de mise dans ce monde en putréfaction où s'aggravent de jour en jour les contradictions du mode de production capitaliste. Ce qui intéresse avant tout les optimistes bourgeois, c'est de pouvoir par un faible taux d'inflation faire encore mieux passer les compressions de salaires et les licenciements, tout en augmentant la productivité du travail.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser illusionner par cet optimisme digne du " réduit national ", ni se laisser entraîner par ceux qui drainent son énergie dans le cul-de-sac parlementaire, ni par ceux qui, comme l'Action nationale trouvent des boucs émissaires faciles à la crise. Elle doit saisir aujourd'hui chaque occasion pour se réapproprier ses armes de classe, car chaque expérience de lutte est un acquis important aujourd'hui pour les luttes plus vastes de demain. Elles doivent fuir les fausses voies réformistes pour concentrer son énergie dans la lutte directe, condition de son unité et de son organisation. ●

# INITIATIVE 40 H. AUTOUR D'UNE JUSTE REVENDICATION, L'USS TEND SON PIEGE

En 1919, l'horaire légal est passé brutalement de 59 h à 48 h soit une baisse de 19%. Cette réduction radicale du temps de travail hebdomadaire ne fut pas le fruit d'une quelconque lutte parlementaire, initiative ou négociation syndicale centrale, mais celui de la grève générale de 1918 qui fit prendre conscience à la bourgeoisie de la force de la classe ouvrière. Lorsque nous faisons la relation entre la grève de 1918 et l'abaissement de l'horaire hebdomadaire de travail, ce n'est évidemment pas pour encenser le Comité d'Olten qui fut la sinistre "direction" de cette grève organisée pour éviter que la poussée ouvrière ne fasse céder les barrages établis pour protéger la paix sociale (1). La grève de 1918 se déroulait dans le contexte international de la révolution russe et des mouvements révolutionnaires du prolétariat allemand. L'influence de la lutte des prolétaires hors des frontières suisses sur les ouvriers autochtones n'était pas non plus étrangère à la peur des bourgeois. La lutte ouvrière, le danger qu'elle représentait pour le maintien du pouvoir du capital, voilà qu'elle fut l'arme qui fit plier la bourgeoisie en 1919.

Mais depuis lors, la bourgeoisie a su renforcer la paix sociale en cédant notamment aux arguments des héritiers de l'imonde Greulich et en signant la paix du travail en 1937. Le spectre de la grève de 1918, même s'il fut un piège pour enterrer l'agitation ouvrière, fut ainsi définitivement terrassé. Le champ libre pour la politique conventionnelle de collaboration de classe était ainsi donné.

Les conséquences de cette longue période de collaboration de classe sont, entre autres, que l'ouvrier suisse travaille, et de loin, le plus longtemps et bénéficie même du moins de vacances que tout autre ouvrier de l'ensemble des nations industrialisées.

L'USS qui participe à la liquidation des emplois, veut aujourd'hui se racheter par le moyen de l'initiative constitutionnelle, en remettant au goût du jour une revendication qui est inscrite depuis 100 ans dans le mouvement ouvrier international.

## La méthode de l'initiative

Avant de parler des arguments avancés par l'USS pour justifier ses 40 h, parlons du "moyen de lutte" de l'initiative. L'initiative n'est pas une méthode de lutte ouvrière. Pourquoi?

- En l'absence du mouvement de lutte de classe, les forces combattantes prolétariennes - si faibles fussent-elles - doivent concentrer leurs efforts pour faire renaître la lutte ouverte. C'est dans la lutte que les travailleurs renforcent leur unité contre la bourgeoisie et renforcent leur sentiment d'appartenance à une classe dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux du capital. L'unité qui se forge dans la lutte est d'autre part multinationale. Par contre, l'initiative renforce l'isolement et l'individualisme ouvrier. L'initiative ne fait pas avancer d'un pouce cette conscience ouvrière qui ne peut faire de bonds que confrontée sur le terrain de l'affrontement direct avec les forces capitalistes adverses.

- En isolant chaque ouvrier devant l'urne, l'initiative n'apporte strictement rien sur le plan de l'organisation de la classe. Les prolétaires ne font leurs expériences dans ce domaine que dans la lutte et elle seule renforce leur organisation.

- L'initiative a en outre ceci de franchement antiprolétarien : elle est sensée avancer des revendications ouvrières, mais ceux qui décideront seront la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie. La classe ouvrière n'aura même pas droit de se prononcer toute entière sur le contenu de l'initiative, puisque sa majorité immigrée ne vote pas!

- Elle renforce de manière générale les illusions démocratiques que véhiculent bourgeois et opportunistes. La démocratie et tous ses accessoires n'existent que dans la mesure où le prolé-

Le 12 septembre dernier l'USS, après une fausse couche en 1978, vient de lancer une nouvelle initiative pour les 40 heures de travail hebdomadaire sans diminution de salaire et pour 1990! La dernière initiative de ce genre remonte à 1976 où la gauche parlementaire POCH-PSA-LMR avait essuyé un échec en obtenant que 20% des voix. Nous nous étions à l'époque longuement exprimé sur le sens et la portée de cette initiative. Aujourd'hui, nous ne ferons que répéter ce que nous disions hier, à la différence près que depuis lors, les faits ont renforcé notre jugement.

tariat se soumet sans réaction majeure au diktat de la domination capitaliste. Dès le moment où cesse cette soumission, cesse la démocratie. La force de la démocratie pour conserver le pouvoir dans les mains du capital est justement d'offrir des échappatoires à la lutte de classe et de faire croire en l'efficacité des palliatifs proposés. Pour cela elle dispose d'un personnel politique et syndical imposant, dans le cas présent ceux qui sont à l'origine de l'initiative ou qui la soutienne à bout de bras.

- D'autre part, l'application des 40 h entraînera immédiatement une augmentation des rythmes de travail, un renforcement des pressions pour effectuer des heures supplémentaires, des restructurations aboutissant à des licenciements ou à une augmentation du travail en équipe. Or, les ouvriers ne sont pas prêts, et n'ont pas été préparés par tous les défenseurs de l'initiative, à réagir à cette contre-attaque patronale. Il n'est pas possible de mener une bataille pour les 40 h, sans renforcer la classe ouvrière aux attaques patronales. L'USS réclame les 40 h, mais laisse agir à sa guise les patrons pour licencier, comprimer les salaires et augmenter les rythmes de travail. Elle laissera aussi le champ libre pour compenser sur le dos des ouvriers cet abaissement du temps de travail.

- Et enfin, l'initiative ne donne aucune garantie quant à son application. La bourgeoisie est tout-à-fait capable d'écrire des lois dans sa constitution et d'en différer à souhait l'application. La seule garantie d'application ne réside pas dans un texte, mais dans le rapport de force réel entre la classe ouvrière et celle des bourgeois.

Le capitalisme helvétique vogue dans la tourmente de la crise mondiale et n'est pas plus capable qu'un autre d'éviter le naufrage. Pour écoper l'embarcation qui coule, la bourgeoisie ne dispose que d'un moyen: renforcer l'exploitation de la classe ouvrière, tirer toujours plus de profit de son travail. Pour cela, les patrons licencient, restructurent et augmentent la productivité du travail. Conséquence pour la classe ouvrière: CHOMAGE + INSECURITE CROISSANTE. Les syndicats helvétiques ont depuis 10 ans laissé le champ libre aux patrons pour qu'ils licencient, expulsent, renforcent la discipline dans les fabriques, augmentent les rythmes de travail. Mais le résultat, s'il est positif pour la paix du travail, est négatif pour les caisses syndicales.

En effet, chaque année les ouvriers désertent un peu plus les syndicats qui n'ont à leur offrir qu'un bulletin vert de cotisation (2)

Le moment était donc venu pour les Reimann et autres espèces de Dreyfuss de "sauver les meubles". Puisqu'ils ne font rien dans les usines pour stopper l'hémorragie de l'emploi, l'initiative sera pour eux un moyen de ne pas faire oublier leur existence.

## Les arguments éculés du réformisme

Pour appuyer son initiative, l'USS déballe quantités d'arguments tous plus fallacieux les uns que les autres, quand ils ne sont pas purement démagogiques. En fait tout le discours de l'USS pour convaincre l'ouvrier tourne autour de l'argument massue suivant:

"La réduction du temps de travail crée des emplois"

Cet argument n'est pas seulement utilisé par l'USS mais par toute la "gauche" et le PSO en est le premier défenseur. Rien de plus simple pour démontrer que diminuer le temps de travail n'est pas créateur d'emplois que d'examiner les conséquences des diminutions d'horaire de l'autre côté des frontières suisses

et particulièrement en France où l'argument a eu auprès du gouvernement socialo-communiste une certaine cote. En France, comme ailleurs, la baisse de l'horaire du travail, sous Giscard comme sous Mitterand, a eu comme conséquence partout où les prolétaires étaient impuissants à réagir:

- l'augmentation du travail en équipe.
- l'augmentation des rythmes de travail dans les entreprises incapables de restructurer.
- les licenciements dans les entreprises qui ont accompagné la baisse du temps de travail par une forte augmentation de la productivité du travail.

Le choix d'exemple est vaste, prenons simplement celui de Saint-Gobain où, selon un cadre, les rapports entre durée de travail et emploi sont les suivants: "La réduction d'horaire a pu être organisée en fonction d'un aménagement de la productivité et n'a donc pas entraîné d'embauche nouvelle" (soul. par nous) Lisez: "en fonction d'une augmentation des rythmes de travail".

Ou alors, prenons l'exemple d'une entreprise moyenne, Simmonds (568 salariés en 1979), où sous le règne de Giscard (mais la gauche fait de même) la réduction d'horaire de 36 H 15 à 32 H 50 (non compris la pause) pour une partie du personnel a eu comme conséquence le passage du 2 x 8 au 3 x 8 et l'augmentation du temps d'utilisation des machines de 14H 15 à 19 H par jour. Bonne affaire finalement pour le capital qui craint par-dessus tout que ses machines ne soient technologiquement dépassées avant d'être amorties.

Fritz Reimann n'en dit mot, mais c'est bien à ce genre de considération qu'il pense lorsqu'il déclare: "Désormais les syndicats ne sont plus seuls à réclamer une réduction du temps de travail, des économistes "leur font chorus".

Pour démontrer l'absurdité dans le système capitaliste de la relation "moins de temps de travail = plus d'emplois", examinons ce que signifie pour un capitaliste la diminution des heures de travail. Au risque que nos détracteurs nous accusent de simplisme, prenons un exemple fictif, mais strictement réaliste afin de fixer les idées.

Soit l'entreprise Tartempion, de 80 ouvriers, tous les postes de travail étant occupés. Le capital fixe (bâtiments, machines, ...) représente 300'000 frs par ouvrier (ce n'est donc pas une industrie de haute technologie !). Une diminution de l'horaire de travail de 44 h à 40 h représentée - si la productivité du travail est constante - une perte sur le chiffre d'affaire de 10%.

Pour rattraper cette perte, le capitaliste Tartempion devrait engager 8 ouvriers supplémentaires à 35'000.- frs de salaire annuel, soit 280'000.- frs supplémentaires de salaires, sans compter les charges (si faibles soient-elles en Suisse). Mais ce n'est pas seulement des ouvriers qu'il devrait engager. En plus il devrait réaliser un investissement supplémentaire en capital fixe de l'ordre de 2'400'000.- frs. Que va donc faire M. Tartempion: dépenser de l'argent "inutilement" ou exiger des ouvriers qu'ils augmentent leur rythme de travail de 10% ?

Peut-être encore que M. Tartempion, aiguilloné par cette nouvelle situation sortira de son bas de laine les deniers nécessaires à l'achat de nouvelles machines lui permettant au pire de compenser les 10% perdus avec le même nombre d'ouvriers, ou mieux de les dépasser en licenciant même des ouvriers.

Et si M. Tartempion, qui ne l'oublions pas vit dans un pays où les syndicats sont moribonds, ne pouvait se résoudre à aucune de ces solutions, il lui resterait comme roue de secours la

solution des heures supplémentaires. Il en serait au moins quitte d'augmenter son capital fixe.

De l'avis des experts - et les statistiques sur le chômage sont là pour le prouver - la diminution des heures de travail n'exerce aucun effet miraculeux sur l'emploi, on pourrait dire que la suppression des heures supplémentaires serait même plus bénéfique. Mais jamais l'USS ne s'attaquerait à cette véritable institution économique! Nous ne le lui demanderons d'ailleurs pas!

Mais l'argumentation de l'USS est pour le moins contradictoire. En effet, d'un côté, elle prétend augmenter l'emploi avec les 40 H, de l'autre, elle justifie la baisse du temps de travail comme un facteur "d'augmentation de la productivité" donc dit-elle de "diminution du taux d'accidents et d'absentéisme". A la bonne heure! Le chat se mord la queue; la FTMH est bien obligée, d'une manière ou d'une autre de reconnaître que la relation temps de travail-emploi est réglée essentiellement par l'augmentation de la productivité du travail et une plus grande discipline ouvrière.

## Les 40h.: une impérieuse nécessité à arracher par la lutte de classe

La réduction de la durée de la journée de travail est la revendication de base de tout le mouvement ouvrier. Aujourd'hui le formidable développement des forces productives permettrait une réduction radicale des heures de travail.

En Suisse, la paix sociale a permis au patronat et à l'Etat de maintenir l'horaire de travail le plus lourd de tous les pays de l'OCDE. C'est justement dans le pays où les dérivatifs démocratiques à la lutte sont les plus nombreux (initiatives, référendum, ...) que l'horaire de travail est le plus lourd. Dans les autres pays, où la classe ouvrière est moins docile, l'horaire est beaucoup plus bas (voir tableau).

Cela démontre dans les faits mêmes qu'il n'y a rien à attendre de cette initiative. L'abaissement du temps de travail doit être le résultat d'une lutte ouverte. C'est la condition essentielle pour renforcer la classe ouvrière et pour rendre possible l'application immédiate des 40 H, sans que les prolétaires fassent les frais de l'opération.

Développer la lutte de classe, lutter pour l'organisation indépendante des prolétaires, sont les conditions de la lutte pour les 40 H.

Enfin, quelle confiance peut-on avoir dans l'USS lorsqu'elle revendique les 40 H à salaire égal? Aucune, car parallèlement à son initiative, elle négocie par syndicats interposés, des baisses de temps de travail compensées par des baisses de salaire (voir article sur la convention collective de la métallurgie)!

TEMPS DE TRAVAIL REEL DANS DIFFERENTS PAYS INDUSTRIELS EN 1980

- Suisse	43,9
- Tchécoslovaquie	43,7
- Allemagne fédérale	41,9
- France	39,0
- Japon	41,2
- Luxembourg	40,8
- USA	40,6
- URSS	40,6
- Grande-Bretagne	39,6
- Belgique	35,8
- Suède	35,7
- Autriche	33,7
- Danemark	32,9

(1) Voir à ce propos le supplément suisse au journal "le prolétaire", No 14 - déc. 78-janv. 79

(2) et dernièrement, 22 ouvriers de Matisa viennent de donner leur démission collective.

# FTMH

## une convention sur le dos des ouvriers

Le 9 juillet 1983, la bonzerie syndicale centrale de l'USS, de la FTMH ainsi que tous leurs nervis locaux ont soupiré d'aise après un mois d'inquiétude. En effet, si la conférence d'industrie de la métallurgie avait voté en juin, à Thounne, le rejet des propositions patronales concernant le renouvellement de la convention collective de la branche, l'assemblée des délégués en juillet acceptait, par 139 oui contre 94 non, la convention telle que la proposait l'association patronale, l'ASM.

La FTMH a eu chaud ! F. Reiman, A. Ghelfi et A. Tarabusi ( tous trois membres des organes centraux de l'USS et de la FTMH ) ont défendu cette convention qui est leur seule raison d'être, puisqu'elle permet de soumettre la classe ouvrière aux exigences du capital et de la paix du travail. Ils peuvent maintenant dormir sereinement; la sacro-sainte paix du travail est sauvée et fêtera son 50<sup>ème</sup> anniversaire en 1987.

La FTMH, qui, sans aucune réaction a laissé faire tous les licenciements dans l'horlogerie et la métallurgie depuis le début de la crise en 1973, joue un rôle difficile. Dans la période de haute conjoncture, le capital lui fournissait les

arguments de sa collaboration de classe en versant quelques miettes de ses profits fabuleux aux ouvriers. La relation "paix du travail = prospérité" était facilement justifiable. Aujourd'hui la conjoncture a changé et la FTMH joue à l'équilibriste. A chaque licenciement collectif elle n'intervient que pour maintenir le calme et marchander les licenciements par le biais des plans sociaux.

Elle est pour les capitalistes la courroie de transmission nécessaire pour l'exécution des plans de restructuration des branches industrielles menacées par la concurrence internationale. Mais elle ne peut jouer ce rôle sans se faire aussi l'écho déformé et avili des revendications de la classe ouvrière.

### La peur du vide

Cette année, malgré la modestie des revendications de la FTMH, les patrons de l'ASM ont refusé toutes les propositions syndicales. D'habitude lors des négociations conventionnelles, les choses se passaient selon un rituel bien établi. Les bonzes venaient au tapis vert avec toutes sortes de revendications, sans ordre réel de priorité. Les patrons, de leur côté, faisaient savoir leur refus à l'égard des principales revendications matérielles. Il s'ensuivait une série de marchandages et les bonzes repartaient quelques miettes en poche pour faire entériner leur convention.

Acculés par la crise capitaliste internationale, les patrons remettent en cause tous les acquis de la classe ouvrière et lui font payer le prix de la guerre économique qu'ils se livrent pour diminuer les coûts de production. En disant "non" systématiquement à la FTMH les patrons prenaient évidemment le risque de ne plus lier formellement la classe ouvrière à la paix du travail. Mais l'absence de C.C., donc de clause de paix du travail, n'est pas le facteur déterminant pour la reprise de la lutte de classe. Avant que soit signée la première paix du travail par C. Illg en 1937, la bureaucratie syndicale exerçait déjà depuis longtemps ses qualités de chien de garde du capital.

Aujourd'hui la classe ouvrière après tant de décennie de "partenariat" est incapable de réagir comme une force collective unitaire. Même sans C.C. les patrons n'ont pas à craindre de profonds bouleversements sociaux, l'inertie de 50 ans de paix du travail est encore lourde!

Par contre l'absence de C.C. est pour la FTMH beaucoup plus problématique ! En perdant la C.C. la FTMH perd l'instrument qui lui sert à mystifier les ouvriers.

Lors de l'assemblée des délégués les bonzes syndicaux ont joué sur la "peur du vide" en menaçant les représentants des ouvriers des pires calamités si la C.C. n'était pas renouvelée.

A. Tarabusi brandit un épouvantail devant les délégués : " Parmi les avantages auxquels nous avons à dire "oui" figurent avant tout le fait de disposer d'une base solide pour régler de futurs conflits et la certitude que les améliorations inscrites entrent en vigueur.

Les inconvénients que comporte le "non" tiennent au vide qu'il entraînerait non seulement dans le règlement des litiges en cours, mais aussi face à tout

*ce qui peut se passer dans l'avenir. En cas de licenciements collectifs, nous ne pourrions plus intervenir, les indemnités de fin d'année ne seraient plus garanties, le syndicat serait tenu éloigné de la fenêtre et pourrait redouter que des associations "maison" viennent chasser là où nous aurions abandonné le terrain.* (souligné par nous)

Reprenons les trois arguments principaux:

1) C'est vrai que les C.C. sont la base des syndicats pour "régler les conflits", car elles permettent aux syndicats sociaux-démocrates d'utiliser toutes les ficelles de la paix du travail pour détourner les ouvriers de la lutte dans le dédale des offices de conciliation ou autre tribunal arbitral. La C.C. est un bouclier à l'usage des bureaucrates contre la lutte ouvrière, contre la grève, et contre l'organisation indépendante des prolétaires. Ghelfi a montré plus d'une fois comment il savait s'y prendre pour "régler un conflit", celui de Matisa notamment !

2) Tarabusi est-il vraiment sérieux quand il prétend que grâce à la C.C., la FTMH a pu "intervenir" pour lutter contre les licenciements ? La seule chose qu'elle sache faire lors des licenciements collectifs s'est pleurnicher de ne pas être mise au courant suffisamment tôt pour pouvoir négocier un "bon plan social", c'est à dire un aménagement des licenciements pour les faire accepter de bon gré par les travailleurs. Les 50'000 horlogers ayant définitivement perdu leur emploi ne connaissent que trop bien les vertus de la C.C. !

3) Tarabusi brandit l'épouvantail des "syndicats maison", comme tout bourgeois démocrate agite celui du fascisme pour assurer sa propre domination sur la classe ouvrière. Ce monsieur ne laisse au choix du prolétaire que la paix du travail librement consentie entre partenaires sociaux ou la paix du travail "maison" ! La seule alternative sur laquelle doivent trancher les prolétaires c'est : oui ou non à la paix du travail ! Notre réponse, celle des prolétaires d'avant garde est évidemment NON ! Ce que n'a pas osé dire Tarabusi devant une assemblée en grande partie hostile au renouvellement de la C.C., c'est qu'à part les syndicats maison, il craint certainement l'éclosion de multiples formes d'organisations ouvrières indépendantes et opposées à la ligne syndicale officielle !

### Les revendications

Le cahier revendicatif présenté aux patrons par la FTMH n'est pas ce que l'on peut appeler une plateforme revendicative de combat. Pour éviter de nous étendre sur les détails, citons les principales revendications et ce qu'elles sont devenues dans le malaxeur patronal.

- REDUCTION DE LA DUREE DE TRAVAIL A 40 H.

Actuellement la durée légale est de 42 h. Avec cette revendication nous sommes évidemment encore loin des 35 h. que les travailleurs revendiquent dans toute l'Europe. Ce qui rend d'autant plus immédiat l'application des 40 h.

La FTMH, qui ménage les intérêts patronaux, ne réclamait évidemment qu'une réduction progressive du temps de travail à 40 h. Dans un premier temps les patrons proposeront 1 h. de moins en 1987 accompagnée d'une diminution de salaire de 2,38 % ! La suite des négociations ne sera pas plus brillante. Les bonzes syndicaux ont accepté DE BAISSER LES SALAIRES REELS POUR FAIRE PASSER LES 40 H. L'ACCORD HONTEUX PREVOIT DONC :

- En 1986 : 41 h. et baisse de salaire de 1,2 %

- En 1988 : 40 h. et baisse de salaire de 1,2 %

Les 40 h. sont payées par les ouvriers par une baisse de leurs salaires de 2,4%.

Plusieurs raisons font de cet accord une bonne affaire pour les patrons.

Premièrement parce que la productivité du travail n'est pas constante mais croît à grande vitesse (1). En effet pour rester concurrentiel, les patrons sont obligés de restructurer leur appareil de production en introduisant des machines toujours plus performantes remplaçant le travail de plusieurs ouvriers. L'augmentation relative de l'heure de travail sera largement compensée par une augmentation de la productivité.

Deuxièmement parce que les patrons sont les seuls à décider du réajustement des salaires. La FTMH, et a fortiori les autres syndicats n'ont jamais fait qu'accepter ce que les patrons voulaient bien leur donner.

Les patrons rattraperont donc leur 2,4% sur l'indexation des salaires. Et ils n'attendront pas 1986 pour le faire.

C'est donc à la classe ouvrière que la FTMH veut faire payer les 40 h., pour sauver la paix du travail.

- EGALITE DE SALAIRE ENTRE HOMMES ET FEMMES

La FTMH fait payer la paix du travail non seulement en s'aplatissant sur les 40 h., mais encore en s'écrasant une fois de plus sur la question du salaire égal entre hommes et femmes. Les patrons ne sont pas prêts d'accorder cette égalité, qui ne sera arrachée que par une puissante

### Une nécessité: rompre avec

La signature de la C.C. de la métallurgie est une trahison supplémentaire à mettre à l'actif des défenseurs de la paix sociale. Cet aplatissement total de la FTMH devant les patrons est dans l'ordre des choses, les ouvriers ne pouvaient mieux attendre des bureaucrates syndicaux-

La politique conventionnelle ne peut-être qu'au service des intérêts généraux du capital. Défendre de manière conséquente les intérêts de la classe ouvrière signifie donc mener une lutte radicale contre cette politique. Mais pour cela les ouvriers doivent s'arra-

te lutte ouvrière, donc que par une brutale rupture de la paix sociale.

- LA COMPENSATION INTEGRALE DU SALAIRE GARANTIE

La FTMH, qui accepte chaque année des indexations tronquées, n'avait que des prétentions démagogiques avec une telle revendication. Le salaire de l'ouvrier est une des composantes du prix des marchandises que le patron se réserve toujours de comprimer pour renforcer sa capacité concurrentielle. Garantir le pouvoir d'achat des ouvriers est bien la dernière chose que le capitalisme puisse faire. La seule garantie que les ouvriers ont de défendre leur salaire réel, c'est dans leur lutte qu'ils la trouvent, mais en aucun cas dans un article de convention collective.

Aucune de ces deux dernières revendications n'est donc passée. Cela n'a rien d'étonnant, car en sabotant les luttes -aussi rares fussent-elles -et en chloroformant la classe ouvrière, la FTMH ne fait que récolter les fruits de sa collaboration.

Quant aux autres revendications, nous ne nous y étendrons pas. Si certaines concernaient des améliorations matérielles (vacances, allocations,...), d'autres étaient de toute façon à rejeter. Par exemple : "la protection accrue des travailleurs et travailleuses par la C.C. face au défi de la microélectronique et des nouvelles technologies" ou "la présence syndicale dans l'entreprise", ou "le renforcement de la position des membres de la C.E.", ou "les négociations constantes pour les problèmes liés à l'emploi", ce ne sont que des mots vides de sens dans la bouche de Ghelfi et Cie.

Par exemple la FTMH "exige" un "renforcement" et une "protection" accrue des commissions d'entreprise. Qu'est ce que cela signifie ?

Renforcer les C.E., cela signifie RENFORCER LEUR CAPACITE DE LUTTE, REJETER CELLES QUI MARCHENT AVEC LES PATRONS. Mais la FTMH n'en veut pas ! Pendant la grève de Matisa, elle refusa de convoquer les C.E. locales pour renforcer la solidarité extérieure, comment ose-t-elle alors parler de "renforcement" des C.E. !

### la politique conventionnelle

cher aux illusions et secouer l'apathie qui les paralyse. Le succès de leurs luttes dépend de leur capacité à affronter les pièges de la bureaucratie syndicale et à s'organiser hors de leur influence néfaste.

La lutte de classe ne renaîtra qu'en balayant la racaille au service du capital et qu'en retrouvant sa propre indépendance. ●

(1) En 1981 la productivité a augmenté de 2 %, ces vingt dernières années la moyenne se porte à 3,4 %

**Enternasyonalist Proleter**  
Enternasyonal Komünist Partisi  
No : 4 - Eylül 1983

Enternasyonalist Proleter yeniden çıkarken ...  
Türkiye işçi sınıfının komünist devrimci bağımsızlığı üzerine ...  
Türkiye'den gelen mektup .  
Bağımsız işçi partisi için .  
Türkiye'de burjuva diktatörlüğün demokrasie geçiş manevraları ...  
Cemal ALTUN'un intikamı, zorunlu olarak, enternasyonalist dayanışma mücadelesine bağlıdır .  
Türkiye ve Irak devletlerinin karşı-devrimci ittifakları .  
İşçi sınıfı, ya devrimcidir; ya da hiç !

Bütün Partilerin ve birliklerin Marşı olan, Komünist Enternasyonalist ve Türkiye Komünist partilerinin kuruluşuna ilham veren 1917 tarihli Rus Devrimci Programı, Enternasyonalist Devrimci Programı, bir Üstün Sosyalizm programıdır. Bu programın temel prensipleri olan: İki-Cinlikçilik ve Kapitalizm ve İmparatorluk sistemlerinin yıkılması, her bir devrimci hareketin temel prensipleridir.

LISEZ ET DIFFUSEZ  
NOTRE REVUE

**κομμουνιστικό  
πρόγραμμα**

ET LE BULLETIN  
**πολιτικό ΔΕΛΤΙΟ**

**COMMANDE POUR LA  
PRESSE INTERNATIONALE**

**ED. PROGRAMME :**  
**12 RUE DU PONT**  
**1003 LAUSANNE**

# La bourgeoisie se prépare à la guerre préparons la guerre de classe

( suite de la page 1 )

Si aujourd'hui le capitalisme en crise règle ses antagonismes dans une ambiance de paix armée, l'accroissement des contradictions interimpérialistes ne pourra se résoudre que dans une nouvelle guerre généralisée, Clausewitz disait juste lorsqu'il affirmait que la guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens. La perspective pour le prolétariat est donc simple: ou guerre ou révolution !

C'est dans ce contexte général qu'il faut inscrire la modernisation du matériel de l'armée suisse.

## La Suisse exporte des armes pour réprimer les luttes des masses exploitées

La Suisse malgré sa prétendu neutralité livre des armes dans des régions traversées par des tensions sociales importantes. Elle le fait de manière indirecte à travers les filiales des industries de l'armement installées dans les pays non touchés par l'interdiction d'exportation du gouvernement suisse, par exemple l'Italie et la France.

Le groupe Contraves S.P.A. de Rome est l'intermédiaire pour une opération de fourniture militaire entre Bührle et l'Egypte. Ce même Bührle produit de l'armement destiné au régime raciste d'Afrique du Sud. Manurhin filiale française de la SIG à Mulhouse, fabrique des fusils d'assaut utilisés en Amérique du Sud, aux Philippines et au Liban. Le propriétaire de l'entreprise Mowag à Kreuzlingen M. Walter Ruf reconnaissait ouvertement dans un interview publié le 6 décembre 1979 que: " 1600 chars blindés à roues Mowag étaient utilisés en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Grèce, Sierra Leone, Libéria, Ghana et Canada."

C'est donc ainsi que fonctionne l'hypocrisie humanitarisme helvétique, de par le monde des armes suisses sont utilisées pour réprimer les révoltes des masses exploitées. De mauvaises langues ont même osé dire: "la Croix-Rouge, c'est le service après-vente de Bührle".

## La Suisse est liée au système de défense de l'OTAN

De par sa situation géographique, la Suisse fait partie comme l'Autriche d'un couloir stratégique qui divise les zones Sud et Centre du système de défense de l'OTAN. Il n'y a pas de frontière directe entre ces deux zones, et si attaque il de vait y avoir, le seul axe de jonction possible devrait obligatoirement passer par ces deux pays neutres, plus particulièrement la Suisse. En plus la zone Sud est plus vulnérable que la zone centre, la plupart des divisions blindées étant stationnées, pour l'Alliance nord-atlantique, en Allemagne. Dans ce contexte la dépendance du capitalisme suisse vis-à-vis de l'impérialisme américain contrôlant le traité nord atlantique est totale. L'alignement de l'Helvétie est manifeste, malgré les propos trompeurs des dirigeants suisses. Le général commandant suprême de l'OTAN Bernard Rogers, également commandant en chef des forces américaines en Europe livrait dans un interview paru dans l'Hebdo du 16 juin 1983 :

"Les Suisses ne vont pas se défendre dans l'intérêt de l'OTAN, je les comprends, mais le fait qu'ils entendent préserver leur neutralité devrait nous être utile. Les plans de défenses qui ont été préparés par votre armée, et je les connais assez bien! (souligné par nous) me paraissent très encourageants: vous ne relâchez pas vos efforts".

C'est ainsi que fonctionne la neutralité suisse: main dans la main avec l'impérialisme. Il va de soi que pour les communistes il n'est pas question de soutenir tel ou tel impérialisme. Au contraire, leur objectif est la destruction de tout ordre impérialiste dont les piliers principaux sont les USA et l'URSS.

## Militarisme et psychose de la guerre

Depuis l'introduction du nouveau règlement de service, le témoignage de nombre de jeunes recrues concor-

dent quant au durcissement de la discipline militaire et des exercices physiques imposés aux soldats. Le représentant de cette nouvelle tendance de méthode prussienne, le commandant de corps Roger Mabillard, chef de l'instruction, déclarait dans un entretien avec la société vaudoise des officiers: " L'armée est une institution dont l'objectif est l'aptitude à la guerre. Cela exige le durcissement physique et moral de tous nos membres et une conduite caractérisée par la rigueur, voire, en certaine circonstances, par une impitoyable dureté... L'essentiel pour l'armée est d'être reconnue par la majorité de la nation comme une institution indispensable à sa défense et non de soigner son image de marque en faisant une vie agréable à ceux qui y servent." (extrait tiré du J. de GE du 27 février 1981). A cette époque M. Mabillard n'était pas encore chef de l'instruction. Ce sera chose faite le 1er janvier 82.

La bourgeoisie suisse a trouvé son homme de poigne pour préparer son armée à la guerre. Les civils ne sont pas tenus à l'écart de cette psychose guerrière. A la fin du mois de septembre 83, l'office fédéral pour l'approvisionnement économique a fait imprimer 1 million et demi de brochures explicatives, distribuées gratuitement dans les magasins, concernant les réserves de guerre alimentaires que tout bon citoyen doit posséder, participant ainsi à la réalisation d'un objectif national s'inscrivant dans l'ensemble de la défense du pays". (Kurt Furgler)

Par tous les moyens qui lui sont disponibles, la bourgeoisie inculque à la jeunesse prolétarienne et à la classe ouvrière la docilité et l'obéissance espérant ainsi à travers une discipline de caserne, les mater. Ces méthodes militaristes n'iront pas sans rencontrer de résistance. Pour l'instant le mal est intétiorisé, le réflexe de révolte n'éclatent qu'individuellement. Les jeunes prolétaires et soldats insoumis doivent tendre à s'organiser collectivement et le plus largement possible pour faire aboutir leurs revendications propres, en utilisant des méthodes d'action directe, comme le refus collectif des ordres arbitraires et des sanctions disciplinaires arbitraires ou comme le refus de paiement des transports, etc... C'est l'apprentissage dans des luttes, dans l'organisation de comités de soldats clandestins rompus aux méthodes de classe, que les jeunes sous l'uniforme développeront une conscience claire de leur intérêt immédiat concordant avec celui du prolétariat: la lutte contre le militarisme et la guerre impérialiste.

## Luttes contre l'illusion démocratique

Face à cette montée frénétique du militarisme, la gauche suisse répond avec les sempiternels référendums ou initiatives. Notamment une initiative pour "le droit de référendum en matière de dépense militaire", ainsi qu'une autre pétition émanant des Jeunes Socialistes pour l'abolition de l'armée. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le contenu de cette papepasse, mais une chose est claire pour leurs auteurs: la lutte contre la bourgeoisie militariste doit se dérouler sur le terrain de la concertation nationale. Il est évident que la lutte contre le militarisme et la guerre impérialiste doit pour pouvoir s'intensifier, battre en brèche les obstacles que constituent le démocratisme et ses méthodes.

Aujourd'hui, un travail antimilitariste basé sur des orientations prolétariennes devient plus qu'urgent. La bourgeoisie se prépare à sa guerre, nous devons nous préparer à la nôtre!

- Vive le défaitisme révolutionnaire, vive l'antimilitarisme de classe!
- Halte à la répression des insoumis!
- Luttes contre les préparatifs à la guerre impérialiste mondiale!

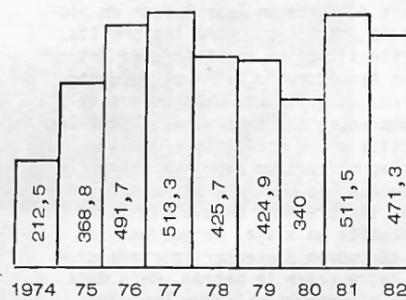


S'il est un domaine où le capitalisme est à l'abri des crises, c'est bien celui de l'armement. Plus virulentes sont les contradictions interimpérialistes, plus précaire est l'équilibre social des aires périphériques aux grands centres de l'impérialisme et mieux se porte le commerce de la mort.

Le tableau commercial des exportations d'armes suisses souffre évidemment beaucoup du flou qui entoure ce commerce, notamment sur les pays destinataires. On sait en effet que toutes les lois régissant la limitation ou l'interdiction de vente d'armes ne sont adoptées que lorsque leur parade est trouvée. S'il existe telle interdiction d'exporter des armes vers tel pays, ces armes seront simplement vendues à un tiers autorisé (France, Italie par exemple) qui ne fonctionnera que comme transit.

Le graphique ci-dessous illustre bien la prospérité de ce commerce. Seule la chute du Shah, principal client de la Suisse, a mis un peu d'ombrage au florissant commerce.

En million de francs ...



# CONTRE PINOCHET, LE COMMUNISME!

Après dix ans d'un pouvoir conquis sur 30'000 cadavres, Pinochet semble vaciller sur son piédestal. Abandonné par une bourgeoisie nationale représentée par la Démocratie-chrétienne, critiqué même par les chefs militaires de l'aviation et de la marine qui firent le coup d'Etat de 73, Pinochet ne reste au pouvoir que par la force de l'armée de terre, de la police et du soutien d'une fraction de la bourgeoisie, celle qui règne sur l'import-export.

A la puissante vague sociale qui déferle sur le Chili, Pinochet répond une fois de plus par la terreur en tirant systématiquement sur les manifestants, en procédant à des centaines d'arrestations, en rouvrant les stades, et en terrorisant les prolétaires des bidonvilles. Mais il est nécessaire d'analyser clairement les composantes sociales et politiques de ce mouvement de révolte sous peine de mettre la classe ouvrière à la remorque d'intérêts qui ne sont pas les siens.

La lutte contre la junte militaire pour l'acquisition des droits élémentaires pour la classe ouvrière et pour la défense de ses conditions de vie, ne doit pas servir les intérêts de ceux qui demain, au nom de la démocratie, exigeront discipline, rigueur et subordination de la classe ouvrière aux intérêts supérieurs de l'Etat démocratique.

Les manifestations de rue ont montré que toutes les classes aujourd'hui se dressent contre Pinochet, y compris les classes moyennes et la bourgeoisie qui pourtant avaient applaudi le coup d'Etat de 1973. L'opposition de ces classes d'ordinaire partisans d'un Etat musclé est la conséquence de la catastrophique politique économique menée par la junte. En appliquant les principes du libéralisme prôné par l'économiste américain Milton Friedman, les généraux ont livré le pays à la merci des créanciers et ruiné l'économie nationale.

Après avoir devant la baisse de l'inflation crié au "miracle économique", les défenseurs du libéralisme à l'américaine doivent déchanter. La suppression des taxes douanières survenue sitôt effectué le coup d'Etat, avait permis aux classes moyennes de se procurer des pro-

duits de luxe importés à bon marché et laissé miroiter l'illusion d'un redressement de l'économie. Mais en enlevant les barrières douanières, en laissant se déverser un flot de capitaux étrangers attirés par la garantie de la stabilité sociale. Pinochet a ruiné l'industrie nationale incapable de concurrencer le flot de marchandises et de capitaux que déversait l'impérialisme mondial.

La bourgeoisie et les classes moyennes font aujourd'hui les frais de cette politique et descendent elles aussi dans la rue, créant un climat général d'insubordination à la clique militaire. C'est d'ailleurs des hommes politiques de la bourgeoisie comme Gabriel Valdes (DC) qui sont les promoteurs des journées de protestation qui embrasent les rues de Santiago depuis quelques mois. Ces chantres de l'ordre capitaliste, ne mènent évidemment pas de telles actions de bon coeur. Mais pour éviter une explosion sociale incontrôlée, dangereuse pour eux-mêmes, ils ont ouvert les soupapes de sécurité au risque de déclencher un mouvement dont ils pourraient perdre le contrôle s'ils n'arrivent pas à maîtriser les actions de la classe ouvrière et des masses laborieuses des villes et des campagnes.

## Les fausses voies politiques

La classe ouvrière, qui dans les grèves des mineurs ou dans la résistance dans les bidonvilles qu'elle oppose à la répression, a montré sa formidable combativité, est aujourd'hui courtisée par toutes les autres classes sociales pour les appuyer dans la défense de leurs intérêts particuliers. Elles se liguent pour qu'elle suive leur drapeau: celui de la démocratie brandi contre celui du "fascisme" de Pinochet.

Parmi ces courtisans il y a ceux qui comme les socialistes (et tous les partis qui les ont appuyés à l'époque de Allende) l'ont par leurs politiques réformistes désarmé en 73 face à la répression de la police et de l'armée. Il y a même ceux (la DC) qui ont applaudi les massacres perpétrés par Pinochet!

( suite en page 6 )

# Occupation à Textiles Berger SA un bilan est nécessaire

Après cinq semaines d'occupation, les ouvrières et les ouvriers de l'entreprise du textile d'Eclépens se sont essouffés et ont mis les clefs sous le paillason, mettant ainsi un terme à leur lutte. Cette lutte est une expérience supplémentaire que doit faire sienne la classe ouvrière, non pas pour en faire des copies conformes, mais pour en tirer les leçons utiles pour renforcer d'autres luttes. Malgré ses conditions difficiles, malgré tous ses errements, elle est un épisode important dans la défense des conditions de vie des prolétaires en Suisse. En effet, dans le climat général de paix sociale, où les prolétaires subissent sans broncher toutes les attaques patronales, ce type de lutte, quelle qu'en fut sa direction, est un point de repère pour tous les travailleurs. C'est pour cela que des leçons objectives doivent en être tirées.

## NECESSITE DE L'OCCUPATION

L'occupation des locaux de Textiles Berger SA a été décidée sitôt l'annonce que les salaires du mois d'août ne pourraient pas être versés.

Il est important de faire la distinction entre une grève et cette occupation. En effet, depuis deux mois l'entreprise avait cessé toute activité faute de matière première, les fournisseurs ayant décidé l'embargo sur cette entreprise mauvaise payeuse. Dans ces conditions il n'était pas possible pour les ouvrières et ouvriers de provoquer un rapport de force en leur faveur en bloquant la production, donc les profits.

Cette situation en période de crise où les fermetures d'usine se succèdent est fréquente. Il est donc important de comprendre exactement quels sont les objectifs d'une occupation, quelles sont les différences avec une grève.

Lorsque les ouvriers se mettent en grève, ils prennent en quelque sorte les profits en otage, ce qui est le plus sûr moyen d'exercer leur pression pour faire céder le patron. Mais dans le cas d'entreprises comme Textiles Berger SA, ce moyen fait défaut, en l'absence d'activité de production.

Reste alors une seule solution : prendre les machines, les immeubles et les produits en otage. Mais cela signifie que les travailleurs en lutte ne doivent rien céder à l'adversaire, ni l'argent des produits finis que l'on vend, ni les stocks où sont entreposés la matière première et les produits, ni les locaux de production et que toutes les expéditions en retard doivent être bloquées.

Le lieu d'occupation même à son importance. Les locaux les plus névralgiques sont les ateliers et les halles de stockage; en effet, les patrons ne se formalisent pas trop de voir les travailleurs occuper les locaux annexes tel que réfectoire, qui ne recellent aucune valeur. L'office des faillites, en dépit de menaces verbales, de plainte pénale lancée dans le feu de l'action, n'a d'ailleurs pas cherché au prix de la force à poser les scellés sur la porte du réfectoire, les scellés ayant été posés par contre sur tous les locaux de production. Ce sont ces locaux et particulièrement le stock qui auraient dû être défendus.

## NECESSITE DE REVENDICATIONS ET D'UNE TACTIQUE CLAIRES

Les revendications des ouvriers et ouvrières étaient simples et compréhensibles pour tous, ce qui faisait leur force et empêchait toute interprétation et tout marchandage. Ils réclamaient :

- la garantie de leurs salaires
- le maintien des postes de travail

Mais la tactique adoptée fut pour le moins trouble. En effet, la première semaine, les occupants épaulés par la FVCE (fédération du vêtement, du cuir et de l'équipement, affiliée à l'USS), demandaient la mise en faillite de l'

entreprise. L'objectif était paraît-il double. D'une part forcer le patron à verser les salaires pour ne pas être "exproprié" par l'office des faillites, d'autre part, en cas de prononciation de faillite, garantir un minimum par les allocations chômage.

Une lutte ne peut pas jouer à ce jeu sans y laisser des plumes, notamment sur le moral. Ce n'est pas aux travailleurs de choisir leur patron, l'Office des faillites n'est pas meilleure que l'ancien patron, M. Porr. Ensuite, une telle démarche remettait en question

les deux revendications sur lesquelles se battaient les travailleurs de Textiles Berger SA. Comment peut-on concilier la demande de mise en faillite avec le maintien des postes de travail?

Les ouvrières et les ouvriers ont été pris au piège : face à la nécessité

## NECESSITE DE

Sans l'organisation d'une solidarité extérieure, les luttes ouvrières subissent tout le poids de l'isolement dont la conséquence est d'émousser la volonté des travailleurs, d'affaiblir et de démoraliser. Ne pas mettre toutes ses forces dans la construction de cette solidarité, c'est saboter la lutte. La FVCE a cru et a fait croire aux ouvrières et ouvriers de Textiles Berger SA qu'ils pourraient aller au champ de bataille sans organiser leur front arrière. Elle a cru pouvoir appuyer sur les autres syndicats de l'USS, mais de la direction de l'USS jusqu'aux sections locales, toute la bonnerie syndicale s'est pincée le nez de dégoût. La solidarité est restée platonique (le verbe ne coûte rien) ou carrément refusée comme ce fut le cas pour la FTMH d'Yverdon.

La solidarité est vitale pour les luttes car :

- elle sort les travailleurs de l'isolement et fait connaître leur lutte
- elle les soutient financièrement,

## NECESSITE DE

L'occupation de Textiles Berger SA a montré une fois de plus l'importance capitale de l'organisation des luttes. La transmission de l'expérience d'autres luttes est aussi primordiale sur cette question, car dans chaque lutte les problèmes d'organisation se repètent de la même façon.

Une lutte n'est menée avec efficacité que lorsqu'elle est dirigée par un noyau ouvriers connaissant par avance les problèmes qui seront affrontés et les réponses qu'il faudra leur trouver. L'organisation d'une lutte ne doit pas être improvisée, ni hésitante, Matisa, toujours, a donné un excellent exemple du comportement que doit avoir un comité de grève. Evidemment, les luttes sont rares et les prolétaires n'ont pas la science infuse de l'organisation. C'est pour cela encore que la transmission de l'expérience ouvrière

est vitale pour la renaissance d'un mouvement de classe.

est possible dans l'état actuel de conscience de classe, d'élargir la lutte à d'autres entreprises, mais il était possible de rassembler suffisamment de forces pour rompre dès le premier jour l'isolement, et en transmettant l'expérience, d'éviter bien des faux-pas.

## LA SOLIDARITE

- matériellement et moralement
- elle renforce donc le rapport de force contre les patrons
- et enfin, elle permet de transmettre l'expérience d'autres luttes telle que Matisa, dans le domaine de la tactique et de l'organisation.

Les ouvrières et ouvriers de l'entreprise d'Eclépens ont été victimes du manque d'organisation de cette solidarité. Leur ténacité à tenir pendant des semaines un piquet d'occupation dans l'entreprise n'en est que plus méritoire, mais leurs énergies auraient pu être mieux dépensées avec une solidarité extérieure.

Nous ne prétendons pas évidemment qu'il est possible dans l'état actuel de conscience de classe, d'élargir la lutte à d'autres entreprises, mais il était possible de rassembler suffisamment de forces pour rompre dès le premier jour l'isolement, et en transmettant l'expérience, d'éviter bien des faux-pas.

## L'ORGANISATION

est vitale pour la renaissance d'un mouvement de classe.

Il est évidemment inutile de compter sur la direction syndicale, liée à la paix du travail et à son idéologie, pour transmettre cette expérience de la lutte d'usine à usine. Il est inutile aussi de compter sur ceux qu'on ne voit apparaître que pour redorer leur image de marque électorale. Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour transmettre leurs expériences.

En venant au piquet d'occupation, en apportant leur solidarité matérielle et morale, les anciens grévistes de Matisa ont montré l'exemple. C'est cela qu'il faut faire pour transmettre l'expérience, c'est cela que devront faire les ouvriers et ouvrières de Textiles Berger SA, pour que leur lutte soit utile à toute la classe ouvrière.

# CONTRE PINOCHET, LE COMMUNISME !

( suite de la page 5 )

Tous illusionnent la classe ouvrière en laissant croire qu'un retour à la démocratie soulagerait ses maux, et résoudrait la crise. Tous unissent leurs forces dans l'espoir de ramener à eux le maximum de forces sociales et surtout de neutraliser la classe ouvrière.

C'est ainsi que les démocrates de droite, les sociaux démocrates, les radicaux et les socialistes réclament au nom d'une "alliance démocratique" un "gouvernement de transition" et l'élection d'une assemblée démocratique.

A leur gauche, les autres partis suivent le même chemin dans la défense du "Dieu Démocratie". La gauche socialiste, le P.C., la gauche chrétienne, et le MAFU s'unissent dans un "mouvement démocratique populaire" dont l'objectif est de marcher côte à côte avec l'Alliance démocratique.

Face à cette coalition des forces réformistes, les prolétaires doivent opposer leur propre indépendance et force de classe.

### LES PROLETAIRES DOIVENT DEFENDRE LEURS PROPRES OBJECTIFS

Depuis 1973, dans les combats quotidiens contre la plus terrible des exploitations et la plus féroce des répressions, la classe ouvrière n'a pu compter que sur ses propres forces. Aujourd'hui elle ne doit pas se laisser illusionner

par les perspectives politiques de ceux qui ne l'ont jamais aidé auparavant et qui au contraire ont appuyé l'armée et la police

Pinochet est un ennemi de classe, mais la démocratie est aussi un ennemi de classe pour les prolétaires. Les "alternatives socialistes" en France, en Grèce, en Espagne et au Portugal ont montré que le visage de la démocratie est celui de la rigueur et de l'austérité. La classe ouvrière doit donc se battre pour ses propres objectifs. Le formidable mouvement social au Chili doit être l'occasion pour les prolétaires d'avancer leurs propres perspectives politiques, leur propre organisation, sans jamais se lier les mains avec les autres forces sociales. C'est en construisant sa propre indépendance de classe que les prolétaires exercent la plus forte pression sur l'Etat et se mettent à l'abri de l'action dissolvante des illusions démocratiques. Les leçons sont aujourd'hui claires. La seule perspective politique que doit défendre la classe ouvrière chilienne en union avec tous les prolétaires d'Amérique latine, c'est celle de la dictature du prolétariat, celle du renversement insurrectionnel de l'Etat bourgeois qu'il soit fasciste ou démocratique.

( tract distribué le 17 septembre 1983 à Genève. )

### PERMANENCES

TOUS LES SAMEDIS DE 10H. A 12H., 12 RUE DU PONT, LAUSANNE, "ATELIER" AU REZ SUP.

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

EDITION PROGRAMME; 12 RUE DU PONT; 1003 - LAUSANNE

Ed. resp. : Saro  
20, Rue Jean-Bouton  
Paris - 75012

# INITIATIVE XENOPHOBE Face à la division, la condition de l'unité c'est la lutte

La crise capitaliste qui accroît la concurrence entre les travailleurs sur le marché du travail et l'afflux des réfugiés politiques ont subitement recréé des conditions idéales pour que l'extrême-droite relance une campagne contre les travailleurs immigrés en les accusant de tous les maux. Cette campagne risque bien de trouver un écho favorable dans la classe ouvrière autochtone, qui dans l'absence de toute tradition de lutte, s'accroche aux quelques "vérités" crues que lui tend l'Action Nationale.

L'épisode des Usines Métallurgiques de Vallorbe, où face à une vague de licenciements les autochtones proposaient le départ prioritaire des immigrés, est révélateur du terrain qu'exploite l'extrême-droite.

L'unité entre les nationalités d'ouvriers n'est pas le fruit de discours et d'idéaux, il est le résultat des luttes que mène la classe ouvrière. Ce n'est que confrontés aux nécessités de la lutte que les prolétaires soulent leurs rangs. Or toutes ces ignobles années passées sous le règne de la paix du travail, ont fait perdre à la classe ouvrière toute capacité de lutte et ainsi détruit le ferment de l'unité de classe.

La gauche parlementaire et les directions syndicales auront beau crier au scandale face à l'initiative xenophobe, leurs cris ne cacheront pas le fait que c'est eux-mêmes qui préparent le terrain à l'extrême-droite en sabotant les luttes et en exigeant de l'Etat un plus strict contrôle de l'immigration.